

Conseil académique : le dialogue est rompu

Le Conseil académique de l'Éducation nationale (CAEN) a tourné court hier : après une déclaration dénonçant les 841 suppressions de postes annoncées le mois dernier, élus, syndicats et parents d'élèves ont quitté la salle.

Sifflés en bouche, ils ont eu le cœur de soigner leur sortie. Hier matin, les représentants syndicaux des personnels ont quitté la salle de la préfecture de région qui accueillait le Conseil académique de l'Éducation nationale (CAEN) dans une cacophonie indescriptible et... une demi-heure à peine après y être entrés. Une cacophonie à la hauteur du mécontentement suscité début janvier, et toujours vif depuis lors, par l'annonce de 841 suppressions de postes à venir dans l'académie Nancy-Metz (Lire RL des 6, 11 et 22 janvier). Dans ce contexte, le CAEN a consisté en un face-à-face bref et, selon les témoins, plutôt tendu, les débats se résumant aux déclarations successives et également hostiles du président de la Région Lorraine, Jean-Pierre Masseret, des représentants des parents d'élèves puis de ceux de l'intersyndicale. À l'issue de ces prises de paroles, tout le monde a déserté la salle laissant le recteur et ses collaborateurs en tête-à-tête avec le représentant du Medef et les élus qui n'avaient pas souhaité s'associer au coup d'éclat.

La grogne s'est ensuite exprimée place de la Préfecture, ses causes faisant l'objet de commentaires convergents autour du constat dressé par Laurent Schmitt (SNES) et Eric Zolver

(SNUipp) : « Sur un total national de 16 000 suppressions, la Lorraine est la région la plus durement frappée. En l'absence de toute corrélation avec les évolutions des effectifs scolaires, l'application de ces mesures aurait pour conséquence une sérieuse dégradation des conditions d'enseignement pour les jeunes Lorrains ».

Une unanimité qui ne résiste cependant pas à l'analyse des conséquences à venir de la présente situation.

Analyses divergentes

Chez Bernard Stéphan (UNSA éducation) par exemple, c'est la consternation devant « l'impasse dans lequel se trouvent les rapports entre Etat et Région notamment » qui l'emporte largement :

« Le dialogue est rompu, nous n'avons même pas pu parler de la carte des formations, du réseau des établissements, de rien ! C'est de la folie... ». Un sentiment partagé par les représentants de la FCFE, désolés de constater : « Pendant ce temps, le malaise des élèves s'accroît sans que l'on ait le sentiment que cela précède le grand monde ». Voire. Pour FO enfin, il ne faut pas se tromper : « Le CAEN a été ouvert par les deux présidents. Donc les points de l'ordre du jour sont réputés avoir été examinés... sans

l'être ! Ceux qui relèvent de la compétence de la Région n'ont donc pas été évoqués, en particulier l'examen du plan régional des formations et un point sur le lycée d'Hayange, qui, de fait, disparaît de la carte des lycées. »

Une remarque qui met précisément le doigt là où ça fait mal : dans une académie où le réseau des établissements est dense, combien de temps encore la tension entre logique des suppressions de postes et logique du maintien de ce réseau, et des formations qui l'animent, sera-t-elle supportable ?

H. B.

Les chefs d'établissements montent au créneau



Les représentants syndicaux des personnels et ceux des parents d'élèves ont quitté le conseil académique juste après son ouverture. Photo Marc WINTZ

Les principaux et professeurs des collèges et des lycées de Lorraine sont inquiets. La suppression de 524 postes d'enseignants dans le second degré pour la rentrée prochaine compromet le bon fonctionnement de leurs établissements. Hier, le syndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale tenait à Nancy son assemblée académique. Une centaine de chefs d'établissement y participait. À l'issue de leur réunion, plus de cinquante d'entre eux ont rallié les locaux du rectorat pour une manifestation et une rencontre avec le recteur. « 524 postes en moins, cela correspond à la fermeture de

10 collèges de 500 élèves », explique Olivier Pallez, secrétaire général académique du syndicat. La conséquence directe de cette directive nationale se répercutera, entre autres, sur le nombre d'élèves dans les classes et sur la réalisation des projets. « Cette réduction nous empêchera de piloter correctement nos établissements ». C'est la première fois que les chefs d'établissement montent au créneau pour défendre « l'ambition de l'école en Lorraine ». Le recteur a pris l'engagement d'être attentif.

M.-O.N.